LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Nous vous avons écrit à plusieurs reprises pour obtenir un rendez-vous avec vous.

Face à la gravité de la situation, nos organisations syndicales et associatives ne peuvent se satisfaire de la réponse de votre chef de cabinet en date du 25 Juillet précisant :

« Le Président ne peut répondre actuellement favorablement à votre courrier en raison des contraintes de son agenda. Votre courrier a été adressé à Madame BUZYN, Ministre des solidarités et de la santé ».

Malgré tout le respect que nous avons pour Madame BUZYN (que nous ne manquerons pas de contacter pour les sujets de sa compétence), c'est vous, Monsieur le Président de la République que les représentants des 16 millions de retraités veulent rencontrer.
Compte tenu des propos que vous tenez assez régulièrement à l'égard des retraité-e-s présentées comme des personnes privilégiées, pour les opposer « aux jeunes », nous souhaitons vous parler de la réalité économique et sociale de nombre d'entre eux, vous faire part de leurs revendications et, plus largement, débattre avec vous de la reconnaissance de leur place dans la société

Nous vous rappelons que 16 millions de retraité-e-s estiment, non seulement avoir largement contribué au développement et à la richesse de ce pays, mais pensent occuper, aujourd'hui encore, une place dans la société que personne ne peut contester.

Aussi, vos annonces les concernant sont ressenties comme une véritable injustice.

Non seulement nos pensions sont bloquées depuis maintenant plus de 4 ans, mais s'ajoute à cela l'annonce de l'augmentation de 1,7 point de la Contribution sociale généralisée (CSG) pour les pensions égales ou supérieures à 1 200 € pour un célibataire, bien moins pour un couple, ce qui ne peut avoir pour effet que de détruire un peu plus la protection sociale.

Dès le 1er janvier cette mesure aboutira à une perte annuelle de plusieurs centaines d'euros pour plus de 60 % de retraité-e-s.

Vous justifiez cette mesure en arguant du fait que « les pauvres d'aujourd'hui sont souvent moins les retraité-e-s que les jeunes » et vous demandez aux retraité-e-s soi-disant « plus aisé-e-s » de faire un effort.

Les « efforts », comme vous dites, les retraité-e-s les ont déjà faits :
Il y a eu les 0,3% de la CASA, la suppression de la 1/2 part fiscale pour les personnes vivant seule ayant élevé au moins un enfant, la fiscalisation des majorations familiales, et, cerise sur le gâteau, la baisse annoncée de 5 € des APL… pendant que les personnes vraiment riches vont bénéficier de la baisse de l'ISF, de l'impôt sur les sociétés à 28 %, de l'impôt sur les revenus du capital.

Les 16 millions de retraité-e-s de ce pays EN ONT ASSEZ…
- Ils REFUSENT LA HAUSSE DE LA CSG.
- Ils EXIGENT QUE LEURS PENSIONS SOIENT REVALORISEES EN PRENANT EN COMPTE L'EVOLUTION DES SALAIRES.

Pour répondre à toutes ces inquiétudes, les représentants des retraité-e-s vous demandent, Monsieur le Président de La République, de leur accorder une audience le 28 Septembre 2017.

Paris le 13 Septembre 2017